

un pied de défense;—mais je ne vois pas que nous ne puissions faire la même chose avec notre forme de gouvernement actuel. Qu'on nous dise ce qu'il faut faire et on verra si les diverses législatures ne voteront pas les crédits nécessaires. Si nous pouvons nous faire aider par la métropole, montrons-lui que nous sommes prêts à le reconnaître et à voter les fonds, pourvu qu'elle nous prête sa garantie. Si l'Angleterre juge à propos d'en agir ainsi, elle verra que les provinces de l'Amérique du Nord sont prêtes à prendre toutes les mesures nécessaires pour se mettre sur un pied d'armement et de défense. Le Canada ne forme qu'une des provinces qui sont toutes également tenues à se défendre avec nous, et qui, je crois, sont prêtes à le faire, car j'imagine qu'il y a autant de loyauté dans les provinces d'en-bas qu'ici en Canada, et que du moment que nous offrirons notre coopération à la mère-patrie elles le feront aussi. Ayant avec l'Angleterre les mêmes liens que nous, la confédération ne saurait avoir pour résultat d'améliorer notre position à l'égard des défenses, car elle ne saurait nous rendre plus forts du moment que la mère-patrie reste toujours le lien qui nous tient réunis. C'est de la métropole, en effet, que nous devons attendre les ordres lorsque le moment d'agir sera venu. Je ne suis pas de ceux qui songent à une séparation entre l'Angleterre et cette colonie, mais je dis que si le fardeau du Haut-Canada se trouve encore plus lourd que par le passé pour faire fonctionner le nouveau régime fédéral, il y a beaucoup à craindre de voir se renouveler le même état de choses qui a rendu inévitables les changements qui s'opèrent aujourd'hui. On ne peut se cacher que le projet actuel ne vise aucunement à rendre le gouvernement moins coûteux, ni même à effectuer le mode d'union le meilleur possible, mais qu'elle n'est qu'un expédient et le fruit d'un compromis. Le Canada se trouve obligé de recourir à des changements, et si les provinces du golfe les adoptent c'est qu'ils leur seront imposés en quelque sorte par nous. Voici que l'on vote un projet de constitution qu'on croit le plus convenable aux circonstances actuelles; mais ne doit-on pas se demander s'il ne devra pas subir des modifications avant peu et lorsqu'il nous aura jetés au milieu des querelles et du malaise où nous nous trouvons depuis dix ans? Pourquoi se hâter; pourquoi ne pas mûrir cette question par la discussion; ne pas en faire disparaître les défauts, afin

de combiner de suite une constitution durable et ne pas se lancer dans une union coloniale susceptible de se briser, et de forcer une grande partie d'entre-nous à chercher un régime plus calme et plus tranquille dans l'annexion à la république voisine,—annexion que je regarde comme le plus grand des malheurs qui pourrait arriver à notre Canada? (Écoutez, écoutez!) Je vais maintenant, M. l'ORATEUR, lire un article du *Globe* pour montrer combien il est nécessaire que la présente question soit soumise à la sanction du peuple avant d'être réglée définitivement. On se rappellera que ce journal est aujourd'hui l'organe du gouvernement, et a toujours passé pour exprimer les vues de l'hon. député d'Oxford Sud (M. BROWN), aujourd'hui président du conseil. L'article que je vais lire se rapporte au chemin de fer inter-colonial, que tant de gens s'imaginent aujourd'hui pouvoir être construit sans causer aucun détriment pour le pays du moment que nous sommes pour jouir de tous les avantages que l'on suppose devoir résulter de la confédération. Voici ce que ce journal écrivait au moment où s'ouvraient les premières négociations à propos du chemin de fer inter-colonial:—

“Le Haut-Canada, paraît-il, n'a pas encore assez souffert dans l'opinion des membres haut-canadiens du ministère, de sa liaison avec une pauvre province de l'est, et il faut en ajouter trois autres à son fardeau. Notre législature est un corps qui n'est pas encore assez lourd, ni assez ingouvernable, ni assez dispendieux, il faut encore y ajouter la représentation de trois autres peuples tous divisés d'intérêts entr'eux et tous puisant à la même source. Comme preuve de ce que l'avenir nous réserve, nous allons être obligés de contribuer pour les quatre-douzièmes du prix d'un chemin de fer qui servira à nous mettre en communication avec ces nouveaux alliés, en sus de l'obligation de tenir le chemin en opération. En vérité, n'est-ce pas là un projet ravissant?—(écoutez! écoutez!) de la part d'un gouvernement d'économie, de la part d'un gouvernement dont le seul but était de réduire les dépenses et de corriger les abus de l'administration? On se prépare donc à imposer au peuple du Haut-Canada des charges pour un montant énorme, on se prépare à faire une nouvelle entreprise de chemin de fer qui promet d'être aussi ruineuse et aussi déshonorante que le Grand Tronc, et à tripler les difficultés d'un système politique déjà si impraticable, et tout cela pourquoi? pour tirer MM. SMITH, et SAMUEL MACDONALD du bourbier où ils se trouvent empêtrés.”

UN HON. MEMBRE.—Dans quel journal se trouve cet écrit?

M. M. C. CAMERON.—Dans le *Globe* de Toronto.